

Liste des publications de Mme Lydie Dauxerre
Maître de conférences HDR

Ouvrages

La représentativité syndicale, instrument du dialogue social, PUAM 2005
La négociation collective professionnelle et interprofessionnelle », 2^{ème} éd. LexisNexis, 2022

Ouvrage collectif

Guide de la rupture du contrat de travail, LexisNexis, 2024/2025
Droit et pratique du comité social et économique, LexisNexis, 2020

Etudes

Ouvrages collectifs

L'alerte économique, in Les alertes en droit du travail, LexisNexis, 2024 (à paraître)
Le délégué syndical central, in Le droit syndical dans l'entreprise, LexisNexis, 2023
La représentativité des organisations professionnelles d'employeurs, in Démocratie sociale, la rénovation, éd. Panthéon-Assas, 2023
Les critères de l'unité économique et sociale, in L'unité économique et sociale, LexisNexis, 2022
La notion de groupe en droit du travail, in Le groupe en droit du travail, LexisNexis, 2021
L'usage, in Le temps en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2017
La démocratie sociale, in Notions et normes en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2016
Réflexions sur la mise en état devant le conseil de prud'hommes, in Quarantième anniversaire du Code de procédure civile (1975-2015), éd. Panthéon-Assas
La norme pénale et l'administration du travail », in La norme pénale et les relations de travail, éd. Panthéon-Assas, 2015
Le syndicalisme international, in La norme supranationale et les relations de travail, éd. Panthéon-Assas, 2014
La solidarité en droit du travail, in La cause en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2013
L'aménagement conventionnel de la sanction, in La sanction en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2012
L'articulation du référendum avec les normes de droit du travail, in L'articulation des normes en droit du travail, éd. Economica, 2011
Les méthodes probatoires en droit du travail », in Standards, principes et méthodes en droit du travail, éd. Economica, 2010

Revues

Accès à l'emploi des personnes en situation de handicap, JCP S 2023, 1322
Reçu pour solde de tout compte, JCP S 2023, 1225
Désignation du délégué syndical, affinement de la construction jurisprudentielle, JCP S 2023, 1206
Le renouveau de l'article L. 1 du Code du travail, JCP S 2023, 1167
Les moyens du délégué syndical central, JCP S 2023, 1065
La désignation du délégué syndical central, JCP S 2022, 1305

L'extension des conventions et accords collectifs de branche, JCP S 2022, 1253
Les formations en santé, sécurité et conditions de travail, JCP S 2022, 1085
Le procès-verbal de carence, JCP S 2021, 1242
La commission des marchés du comité social et économique, JCP S 2021, 1212
La carrière des représentants du personnel, JCP S 2020, 3035
La formation des membres du CSE, JCP S 2020, 2081
Le référent CSE en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes, JCP S 2020, 1060
Le secrétaire du comité social et économique, JCP S 2019, 1263
Le comité social et économique, premier bilan (co-écriture), JCP S 2019, 1045
Le représentant syndical auprès du comité social et économique, JCP S 2018, 1263
L'établissement distinct dans le droit du comité social et économique, JCP S 2018, 1102
De la convention collective applicable à la relation de travail internationale, JCP S 2018, 1002
Contribution à l'étude de la loi applicable au contrat de travail international, JCP S 2017, 1333
Sécurisation des dispositifs d'extension et d'élargissement des conventions et accords collectifs, JCP S 2017, 1307
Sur l'érosion de l'article L. 1 du Code du travail, JCP S 2017, 1275
Le niveau national et multi-professionnel, une identité au milieu du gué, JCP S 2017, 1209
Les honoraires de l'expert du CHSCT après la loi du 8 août 2016, JCP S 2016, 1430
L'opposition dans le droit des relations collectives de travail, JCP S 2016, 1205
L'élargissement des conventions et accords collectifs de travail, JCP S 2015, 1447
Le consentement dans le droit des relations collectives de travail, JCP S 2014, 1120
Le recours à un expert-comptable lors d'une opération de concentration, JCP S 2011, 1117
Contribution à l'étude de la branche professionnelle, JCP S 2010, 1038
Le corps, carte d'identité du salarié », JCP S 2008, 1578

Notes de jurisprudence

Expert-comptable du CSE : pas d'audition des salariés sans l'accord exprès de l'employeur, JCP S 2023, 1220
Du droit de repentir de l'élu ou du candidat ayant renoncé à être désigné délégué syndical, JCP S 2023, 1174
Compétence du conseil de prud'hommes pour connaître d'une action en réparation du préjudice subi par un salarié lors de la mise en œuvre d'un pacte d'actionnaires », JCP G 2023, 738
Annulation d'une convention ou d'un accord de branche », JCP E 2023, 1144
Conditions de désignation d'un salarié membre d'un syndicat en qualité de délégué syndical, JCP G 2023, 479
Représentant syndical au CSE : l'effectif de 300 salariés s'apprécie à la date des dernières élections professionnelles, JCP S 2023, 1098
Modification de l'ordre du jour de la réunion du comité social et économique en début de séance », JCP E 2023, 1098
Répartition des compétences entre le CSE central et les CSE d'établissement en matière de santé et de sécurité, JCP E 2023, 1098
Droit d'alerte économique : prérogative exclusive du CSE central, JCP E 2023, 1098
Détermination des organisations syndicales représentatives parties à la négociation d'un accord portant fusion de branches professionnelles, JCP E 2023, 1098
Portée de l'avis d'une commission d'interprétation instituée par voie conventionnelle, JCP E 2023, 1098

Nullité du licenciement : de l'octroi de congés payés au titre de la période d'éviction, JCP S 2023, 1082

De l'appréhension de la faute grave comme motif de rupture anticipée du CDD, JCP G 2023, 388

Autonomie des partenaires sociaux dans la détermination des établissements distincts, JCP G 2023, 207

De l'interdiction de consommer de l'alcool sur le lieu de travail, JCP E 2022, 1330

Présentation de candidats aux élections professionnelles : indifférence d'une fusion d'établissements sur la représentativité des organisations syndicales, JCP E 2022, 1330

Recours à un expert-comptable par un comité social et économique d'établissement, JCP E 2022, 1330

Salarié protégé : licenciement en raison de faits commis pour partie postérieurement à l'expiration de la période de protection, JCP E 2022, 1330

Extension d'une convention ou d'un accord de branche : portée de l'obligation de saisine du groupe d'experts », JCP S 2022, 1227

Du cumul d'avantages contractuels et conventionnels, JCP S 2022, 1172

Défenseur syndical : inconstitutionnalité de l'exigence de représentativité syndicale aux fins de désignation, JCP E 2022, 1162

Absence de représentant syndical au sein du CSE constitué dans une entreprise de moins de 50 salariés, JCP E 2022, 1162

Comité social et économique ; constatation et contestation de la perte de la qualité d'établissement distinct décidée par l'employeur, JCP E 2022, 1162

Fusion des branches professionnelles : contrôle par le juge de l'excès de pouvoir de la décision du ministre du Travail, JCP E 2022, 1162

Adoption d'une recommandation patronale au cours de la période de négociation d'un accord de substitution, JCP E 2022, 1162

De l'immunité du médecin du travail, salarié de l'employeur, JCP S 2022, 1041

Application d'une stipulation conventionnelle relative à la mise en place d'un comité de groupe se référant aux anciennes institutions représentatives du personnel, JCP E 2021, 1476

Comité social et économique : compétence respective du DREETS et du juge judiciaire dans la détermination du nombre et du périmètre des établissements distincts, JCP E 2021, 1476

Négociation sur l'égalité professionnelle : du recours à un expert par le comité social et économique, JCP E 2021, 1476

Limites à la liberté de circulation dans l'entreprise des représentants du personnel pendant un mouvement de grève, JCP E 2021, 1476

Modulation judiciaire des effets dans le temps de l'annulation d'une clause d'une convention ou d'un accord collectif, JCP E 2021, 1476

Autonomie de gestion et compétence du juge judiciaire dans la détermination du nombre et du périmètre des établissements distincts, JCP S 2021, 1171

CSE : autonomie des partenaires sociaux dans la détermination des établissements distincts, JCP S 2021, 1142

De la désignation d'un adhérent en qualité de délégué syndical, JCP E 2021, 1232

Obligation d'ordre public de prévention des risques professionnels : limite au pouvoir normatif des partenaires sociaux, JCP E 2021, 1232

Comité social et économique : de l'office du juge judiciaire dans la définition du périmètre des établissements distincts, JCP E 2021, 1232

Renouvellement du mandat de représentant de la section syndicale en cas d'annulation des élections professionnelles », JCP E 2021, 1232

Appréhension de l'indépendance d'un syndicat, JCP E 2020, 1368

Désignation d'un délégué syndical suppléant conventionnel : exigence d'une audience électorale personnelle minimale, JCP E 2020, 1368

De l'incompatibilité d'ordre public des mandats de représentant syndical au CSE et de membre élu du CSE, JCP E 2020, 1368

Défaut de la qualité de salarié protégé des membres des instances disciplinaires instituées par voie conventionnelle, JCP E 2020, 1368

Identification des pièces utiles à la consultation des représentants du personnel sur les comptes annuels, JCP S 2020, 2057

De la coexistence d'une expertise « nationale » pour projet important et d'une expertise « locale » pour risque grave, JCP S 2020, 2015

La décision de l'ICCHSCT de ne pas recourir à un expert prive les CHCST d'établissement de leur droit d'y faire appel, JCP S 2020, 2008

De l'appréciation du seuil d'effectif pour la désignation d'un délégué syndical ou d'un représentant de section syndicale, JCP E 2020, 1181

De l'incompatibilité des mandats de représentant syndical au CSE et de membre élu du CSE, JCP E 2020, 1181

Du statut protecteur du travail temporaire titulaire d'un mandat de conseiller du salarié, JCP E 2020, 1181

De la validation d'un accord minoritaire par référendum, JCP E 2020, 1181

De l'allégation chimérique de fraude au CICE », Bull. Jol. Trav. janv. 2020, p. 28

Licenciement de l'intervenant en prévention des risques professionnels : la consultation préalable du comité interentreprises ou de la commission de contrôle est une condition de forme, JCP S 2019, 1354

De l'absence d'effet libératoire du reçu pour solde de tout compte dépourvu de date certaine, JCP E 2019, 1549

Transaction et accord atypique ou engagement unilatéral : de l'affirmation d'une indépendance, JCP E 2019, 1549

Du sort du mandat de représentant syndical au CE en cas de désaffiliation confédérale », JCP E 2019, 1549

Pas de caducité de plein droit d'un accord collectif instituant une prime en application d'un dispositif législatif abrogé postérieurement à sa conclusion, JCP E 2019, 1549

Contestation d'expertise : de l'application dans le temps de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, JCP S 2019, 1301

Recours contre une mise en demeure du Direccte : le silence du ministre du Travail vaut décision implicite de rejet, JCP S 2019, 1252

L'employeur n'a pas à consulter le comité d'entreprise sur le cas individuel de chaque travailleur handicapé, JCP S 2019, 1237

Contestation d'expertise : d'ultimes éclairages ?, Cass. soc., 20 mars 2019, n°17-23.027 : JCP S 2019, 1111

Appréciation du respect du délai de recours hiérarchique à la date de réception du pli le contenant par le ministre du Travail, CE 30 janv. 2019, n°410603 : JCP S 2019, 1062

Un accord d'entreprise peut constituer un projet important justifiant une mesure d'expertise décidée par des CHSCT d'établissement, Cass. soc., 19 déc. 2018, n°17-27.016 : JCP S 2019, 1022

Prise en compte des absences pour le versement de primes, Cass. soc., 7 nov. 2018, n°17-15.833 : JCP S 2018, 1392

De la qualité à agir du CHSCT aux fins de communication d'éléments d'information supplémentaires, Cass. soc., 3 oct. 2018, n°17-20.301 : JCP S 2018, 1371

Election de la délégation du personnel au CHSCT : le panachage des listes n'est pas admis, Cass. soc., 3 oct. 2018, n°17-14.570 : JCP S 2018, 1370

Contentieux électoral : intérêt à agir d'un syndicat non représentatif, Cass. soc., 20 sept. 2018, n°17-26.226 : JCP S 2018, 1330

Introduction d'un programme d'intelligence artificielle et recours à une mesure d'expertise, Cass. soc., 12 avr. 2018, n°16-27.866 : JCP S 2018, 1187

L'expertise décidée par le CHSCT d'un centre hospitalier public n'est pas soumise à l'obligation d'appel d'offres, Cass. soc., 28 mars 2018, n°16-29.106 : JCP S 2018, 1169

Point de départ du délai de contestation du coût prévisionnel d'une expertise, Cass. soc., 28 mars 2018, n°16-28.561: JCP S 2018, 1168

Appréciation de la représentativité et de l'audience d'un syndicat catégoriel aux fins de négociation d'un accord intercatégoriel, CE, 8 nov. 2017, n°390059 : JCP S 2017, 1425

Point de départ du délai de contestation du coût prévisionnel d'une expertise, TGI Paris, 18 mai 2017, n°17/54312, TGI Nantes, 29 juin 2017, n°17/00423 : JCP S 2017, 1254

Prise en charge des frais d'expertise par l'employeur en cas d'annulation de la délibération du CHSCT, Cass. soc., 31 mai 2017, n°16-16.949: JCP S 2017, 1215

L'expert du CHSCT n'est pas dépositaire du secret médical, Cass. soc., 20 avr. 2017, n°15-27.927 et n°15-27.955 : JCP S 2017, 1175

De l'impossibilité pour le CHSCT de s'octroyer unilatéralement des moyens supplémentaires, Cass. soc., 22 févr. 2017, n°15-22.392 : JCP S 2017, 1102

De la réorganisation de l'entreprise comme cause légitime de licenciement pour motif économique, CA Versailles, 15^e ch., 2 nov. 2016, n°14/00838 : Cah. Sociaux, n°292, janv. 2017

Du paiement des heures de délégation des maîtres des établissements d'enseignement privé, Cass. soc., 8 déc. 2016, n°13-28.002, n°15-10.165, n°13-27.913 : JCP S 2017, 1015

Le point de départ de la période de protection suivant le congé de maternité n'est pas reporté du fait d'une dispense d'activité, Cass. soc., 14 sept. 2016, n°15-15.943: JCP S 2016, 1382

Scrutin national de représentativité dans les TPE : preuve de l'indépendance, Cass. soc., 9 sept. 2016, n°16-20.575 : JCP S 2016, 1365

Annulation de l'autorisation de licenciement : de l'appréhension par le juge judiciaire de la cause réelle et sérieuse, Cass. soc., 30 juin 2016, n°15-11.424 : JCP S 2016, 1331

N'est pas salarié tout mandataire social qui veut!, CA Paris, pôle 6, ch. 2, 30 juin 2016, n°15/10336 : Cah. Sociaux, n°288, août-sept. 2016

De l'office du juge judiciaire en cas de refus de l'inspecteur du travail d'examiner une demande d'autorisation du licenciement, Cass. soc., 19 mai 2016, n°14-26.662 : JCP S 2016, 1266

Négociation d'un accord collectif d'entreprise : de quelques rappels salutaires, CA Paris, pôle 6, ch. 2, 25 févr. 2016, n°14/24689 : Cah. Sociaux, n°284, avr. 2016

Conformité à la Constitution du critère de mesure de l'audience des organisations professionnelles d'employeurs, Cons. Const., 3 févr. 2016, n°2015-519 QPC : JCP S 2016, 1081

Validité de l'opposition à un accord collectif notifiée par voie électronique, CA Paris, pôle 6, ch. 2, 7 janv. 2016, n°15/13421 : JCP G 2016, act. 126

Inconstitutionnalité de la prise en charge par l'employeur des honoraires d'expertise du CHSCT, Cons. Const., 27 nov. 2015, n°2015-500 QPC : JCP S 2015, 1463

Interprétation d'une convention ou d'un accord collectif de travail : une méthode éprouvée, Cass. ass. plén., 23 oct. 2015, n°13-25.279 : JCP S 2015, 1433

Représentativité syndicale : de l'impérieuse indépendance, CA Paris, pôle 6, ch. 2, 14 juin 2015, n°13/07945 : Cah. Sociaux, n°279, nov. 2015

Licenciement prononcé à l'expiration de la période légale de protection après un refus de l'inspecteur du travail : nécessité de faits nouveaux, Cass. soc., 23 sept. 2015, n°14-10.648 : JCP S 2015, 1400

Exercice d'interprétation de la convention collective du personnel des organismes de sécurité sociale, Cass. soc., 15 oct. 2014, n°13-18006 et n°13-18.494 : JCP S 2015, 1007

Mise à la retraite : de l'art et de la manière de lire une stipulation conventionnelle, Cass. soc., 8 oct. 2014, n°13-10.686: JCP S 2014, 1495

De la qualité à agir en référé de l'expert-comptable, Cass. soc., 26 mars 2014, n°12-26.964: JCP S 2014, 1334